

Articles

SCIENCES POLITIQUES

Fabrique de l'armée postcoloniale par les régimes politiques à Madagascar : pérégrinations et frustrations des élèves officiers formés ailleurs (1975-1990)

Josie DOMINIQUE

*Maître de conférences en Sciences politiques à l'Université d'Antsirananana
Enseignante-Chercheuse à la Faculté de Droit Economie Gestion et Science-Politique*

Résumé :

La production de l'élite militaire à Madagascar a connu plusieurs influences. Soixante ans après les indépendances, il est intéressant de questionner la construction de l'armée malgache postcoloniale. Les pérégrinations des élèves officiers incluant en grande partie une influence européenne multiséculaire y ont fourni des traditions, des savoir-faire mais surtout une modernité qui a fait de l'armée malgache une armée nationale dès la période précoloniale. Cette longue histoire ayant du mal à se défaire, les influences locales et la période socialiste ont du mal à ancrer leurs apports créant diverses frustrations entre plusieurs groupes d'officiers formés ailleurs.

Mots-clés :

Forces armées – Madagascar – Formation – École militaire – Socialisme – Intégration – Officiers.

Abstract:

The production of the military elite in Madagascar has got several influences. Sixty years after independence, it is interesting to question the construction of the post-colonial Malagasy army. The peregrinations of the officer cadets, which largely included a multi-secular European influence, provided traditions, know-how and above all a modernity that made the Malagasy army a national army from the pre-colonial period. As this long history is difficult to unravel, local influences and the socialist period have difficulty in anchoring their contributions, creating various frustrations between several groups of officers trained elsewhere.

Keywords:

Military forces – Madagascar – Training – Military academy – Socialism – Integration – Officers.

Madagascar, la grande île de l’Afrique australe, située dans l’océan Indien avec ses 25 millions d’habitants compte en 2018 une force armée de 29.136 hommes avec 2.531 officiers et 171 officiers généraux¹. Les officiers de l’armée malgache sont en grande partie formés à l’Académie militaire d’Antsirabe mais plusieurs d’entre eux ont été formés à l’étranger. Nous pouvons à ce titre citer les formations dispensées actuellement en France notamment à l’École Navale de Brest ou à Saint-Cyr, mais également dans les écoles régionales telles que l’école Navale de Guinée. Si ces questions de formation des élites africaines dans l’ancienne mère-patrie avaient débuté pendant la colonisation, la formation des cadres militaires qui devint une priorité pour les pays nouvellement indépendants fut facilitée par les accords franco-africains de défense et l’assistance militaire technique après le transfert de l’État colonial dont le principal enjeu est le contrôle de la force armée et la sécurité². Dans le contexte de la Guerre Froide et dans le cadre des « secondes indépendances » qui se traduisaient globalement par un regard vers les pays de l’Est en Afrique et particulièrement le rapprochement socialiste opéré par les dirigeants malgaches entre 1975 et 1991, une partie des officiers malgaches allaient être formée en Union soviétique.

Ce sont ces différents apports qui nous intéressent dans la mesure où les régimes politiques successifs ont contribué à faire évoluer l’armée malgache en modifiant le fond et la forme de sa formation. Les élèves officiers étaient alors formés en fonction des orientations idéologiques mais surtout en fonction des différentes allégeances que les régimes politiques avaient par rapport aux pays étrangers. Nous allons pour notre part nous intéresser à une courte période : elle commence en 1975 avec l’arrivée de Didier Ratsiraka³ au pouvoir. La première cohorte partait en 1978 en tant que première promotion d’élèves-officiers en Union soviétique. Cette période socialiste correspondant à l’envoi des élèves officiers à l’Est constitue d’une certaine manière une courte rupture avec l’Occident et durera jusqu’au début des années quatre-vingt-dix. La fin fut sans doute accélérée par la chute du Mur de Berlin. Ce sont les années charnières durant lesquelles l’armée malgache procède à une restructuration profonde de son armée en la renommant Forces armées populaires.

¹ Chiffres État-Major Général Malgache, 2018

² C. EVRARD, « Retour sur la construction des relations militaires franco-africaines », *Relations internationales*, vol. 165, no. 1, 2016, pp. 23-42.

³ Didier Ratsiraka, alors capitaine de frégate en 1975 est porté au pouvoir par le Directoire Militaire le 15 juin 1974. Il est élu officiellement Président du conseil suprême de la révolution par 16 voix sur 18. Lors du référendum du 21 décembre 1975, la population malgache fut appelée à accepter ou refuser la Charte de la révolution socialiste Malagasy, la nouvelle constitution et le capitaine de frégate Didier Ratsiraka, comme président de la République. L’adoption fut unanime avec près de 94% de « oui » exprimés par les électeurs. Didier Ratsiraka est réélu pour un deuxième septennat en novembre 1982 avec près de 80% des voix exprimés et même un troisième mandat le 12 mars 1989 avec 62%. Le mouvement populaire de 1991 visant à sa destitution a eu raison de la fin de son règne.

Le champ de recherche autour des étudiants à l'Est est depuis quelques années assez florissant. Après avoir fait l'objet de plusieurs programmes de recherche notamment à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales à Paris⁴, le sujet a fait l'objet d'un ouvrage collectif, mettant en avant les promesses de la recherche sur les pistes qui restent encore à explorer⁵. Il nous semble cependant qu'un type d'étudiant assez original a rarement fait l'objet d'une recherche et fait partie des oubliés de l'histoire : les élèves officiers. Dans une certaine mesure, la formation des militaires à l'étranger est comparable à celle des étudiants « civils », parce que les élèves officiers font l'expérience d'un environnement étranger et reçoivent une formation au même titre que n'importe quel étudiant expatrié. Par ailleurs, avec leur statut militaire, ils font souvent l'objet d'un traitement à part, notamment par le fait qu'ils soient généralement boursiers et vivent en marge de la société, au rythme de la discipline des camps militaires. Le cas des officiers est intéressant à traiter dans la mesure où ce sont les seuls à bénéficier d'une formation pédagogique de longue durée, c'est-à-dire supérieure à trois ans, leur conférant un diplôme comparable aux étudiants étrangers civils détenteurs d'une licence ou d'un diplôme d'ingénieur. La problématique sur laquelle nous souhaitons nous pencher dans cet article est la suivante : comment se caractérisent le retour à Madagascar et les éventuelles influences des anciens élèves officiers ayant été formés à l'Est pendant la période socialiste ? Par comparaison avec certains pays africains tels que le Congo, où l'armée a connu des évolutions substantielles en raison de l'adoption de l'idéologie marxiste par sa hiérarchie et de son militantisme au sein du parti unique⁶, nous formulons l'hypothèse suivant laquelle l'envoi d'élèves officiers à l'Est a, au contraire, très peu contribué à constituer un succès dans la mise en place d'une génération de cadres « rouges » et experts⁷ dans la mesure où les forces armées malgaches sont tributaires d'une longue tradition occidentale. En effet, le fait de partir à l'Est a constitué un handicap dans l'intégration des officiers concernés, et représenté une difficulté d'évolution dans la carrière militaire pour ceux d'entre eux qui n'ont entrepris de se réorienter.

⁴ Deux séminaires de recherches ont été mis en place : « Élités africaines formées en URSS et dans les pays de l'ancien bloc soviétique. Histoires biographies, expériences, (ELITAF) », en 2013, par le Réseau Interdisciplinaire Afrique Monde (RIAM), la Fondation Maison des Sciences de l'Homme (FMSH-Programme Afriques) et l'Institut de Recherche Interdisciplinaire sur les Enjeux Sociaux (IRIS/CNRS-EHESS) ; « Les étudiants africains en URSS.1960-1990. Mobilité, expériences et devenir professionnel », en 2015, par le RIAM, l'IRIS avec l'Institut d'Afrique de l'Académie des sciences de Russie.

⁵ M. de SAINT MARTIN – G. SCARFO GHELLAB – K. MELLAKH (dir.), *Étudier à l'Est. Expériences de diplômés africains*, Paris, Karthala, collection « Hommes et Sociétés », 2015, 300 p.

⁶ P. YENGO, « Former des cadres 'rouges et experts'. Mouvement étudiant congolais en URSS et parti unique », *Cahiers d'études africaines* (226), 2017, pp. 313-330.

<https://doi.org/10.4000/etudesafricaines.20686>

⁷ *Idem*

Outre, les documents d'archives conservés à l'Académie militaire d'Antsirabe (ACAD), aux Archives nationales malgaches (ARM) et au Service Historique de la Défense (SHD), l'article que nous proposons de développer est basé sur des entretiens avec des officiers formés en ex-URSS (en particulier ceux de l'armée de l'air). Nous nous concentrerons sur l'analyse des récits de vie de trois d'entre eux que nous nommerons Alpha, Bravo, Charlie. Dans la mesure où les conditions de témoignages étaient avant tout basées sur l'anonymat des officiers pour des raisons de sécurité, les pseudonymes précités leur ont été attribués. Notre analyse se fera en trois temps : nous verrons l'influence étrangère de longue durée et persistante dans la formation des élèves officiers à Madagascar (I), avant d'aborder les modalités de leurs formations militaires à l'Est (II) et d'examiner leur expérience une fois rentrés au pays (III).

I. Une histoire de longue durée de la formation militaire dans les pays étrangers

Nous citons à ce titre Fernand Braudel : « *Chaque actualité rassemble des mouvements d'origine, des rythmes différents : le temps d'aujourd'hui date à la fois d'hier, d'avant-hier, de jadis* »⁸. En effet, pour comprendre l'actuelle armée malgache il est nécessaire de faire un retour en arrière, étant entendu qu'avant même la colonisation française débuté en 1895, Madagascar avait déjà une armée permanente et nationale ou quasi-nationale⁹. La création de cette armée moderne et permanente, au XIX^{ème} siècle, se fait en grande partie avec des éléments et apports des Anglais. En novembre 1816, le capitaine B. Le Sage avait été envoyé par le gouvernement mauricien à Tananarive, avec un détachement de trente soldats britanniques, dans le but d'exposer à Radama I^{er} l'effet des manœuvres militaires. Le souverain saisit alors l'occasion offerte par l'arrivée des troupes pour demander que les deux sergents, Graden et Brady, soient autorisés à demeurer sur place afin de former ses hommes. À partir de ce moment-là, les instructeurs de l'armée royale furent exclusivement des Britanniques. Dans le Royaume de Madagascar, plusieurs militaires britanniques furent placés à des postes de responsabilité, notamment Willoughby, Colonel au Zoulouland, qui fut nommé général en chef de toutes les armées malgaches pour la campagne contre la France en 1883. D'après le Capitaine Martinié, St Léger Shermington, que l'on appelle aussi Colonel, est un ancien policier du Cap et ancien officier de l'armée anglaise. Ce dernier avait combattu contre les Français en 1884 durant la première guerre

⁸ F. BRAUDEL, « Histoire et Sciences Sociales : La longue durée », *Réseaux. Communication – Technologie – Société*, 1987 (27), pp. 7-37.

⁹ J. DOMINIQUE, *Machines de guerre et appareils d'État : sociologie historique des forces armées à Madagascar*, Thèse de Doctorat, École des Hautes Études et Sciences Sociales, Paris Sciences et Lettres, 2018, 430 pp.

franco-malgache. Il aurait été alors en charge de l’instruction de 35 à 40 cadets choisis parmi les familles des notables de l’Imerina. Nous sommes donc en présence d’un terreau constitué d’une armée malgache déjà ancienne et formée sur place par les Britanniques, qui laissera place à l’armée coloniale française à partir de 1895. Celle-ci s’appuyait sur le patrimoine de l’armée précoloniale, auquel elle imposa la structure et l’organisation de l’armée coloniale française.

Après les indépendances de 1960, il était devenu impératif pour les anciennes colonies de se constituer une armée forte et souveraine. L’un des défis urgents était de relever la formation des cadres de l’armée, et celle des officiers supérieurs en particulier. Comme en plusieurs pays africains, à Madagascar cette formation est restée totalement dépendante de l’ancienne métropole de tutelle. De 1960 à 1966, la formation militaire des officiers à Madagascar est uniquement française. Madagascar se situait en quatrième position, parmi les nouveaux États bénéficiant de la formation militaire française, après le Maroc, le Cambodge et le Sénégal – en termes d’effectifs des élèves officiers étudiant en France en 1961. Ceux-ci constituèrent en totalité le vivier des futurs officiers et sous-officiers appelés à prendre la tête de l’armée en tant que cadres et formateurs, comme en d’autres autres pays africains tels que la Mauritanie ou les ceux issus de l’ancienne Afrique Occidentale Française¹⁰. L’EFORTOM¹¹, ouverte en 1956 à Fréjus, se donnait pour mission de former des officiers pour les pays nouvellement indépendants, en accueillant des sous-officiers qui seront formés pendant une année environ. L’EFORTOM ferma ses portes en 1966 après que huit promotions en soient sorties – Centenaire, N’Tchoréré, Communauté, Monthermé, Dji Robert, Chasselau Montluzin, Saint-Exupéry, Félix Éboué – regroupant un total de 273 élèves-officiers issus de quinze pays dont 34 officiers de Madagascar¹². Cette école assura l’essentiel de la formation des cadres des pays fraîchement décolonisés, mais force est de reconnaître que cette dernière était reconnue comme largement inférieure à celle des écoles militaires françaises.

¹⁰ C. EVRARD, « Retour sur la construction des relations militaires franco-africaines », *ibid.*

¹¹ EFORTOM : École de formation des officiers ressortissants des territoires d’outre-mer. Celle-ci est devenue, en 1959, l’École de formation des officiers du régime transitoire des troupes de marine (EFORTDM).

¹² L.SALMON, « Afrique : les armées, leur construction et leur rôle dans la formation de l’État », disponible sur le site : <https://croixdeguerre-valeurmilitaire.fr/afrique-les-armees-leur-construction-et-leur-role-dans-la-formation-de-letat/> (dernière consultation le 30/11/2022).

	1960	1966
Sous-officiers	66	16
Officiers	61	32

Tableau 1: Effectifs des gradés malgaches formés en France
Source: SHD/8H215 : Effectifs des militaires formés en France¹³

En 1966, six ans après la décolonisation de Madagascar, la totalité des officiers était encore formée en France. Il semble alors que l'ancienne puissance tutélaire avait gardé un contrôle délibéré en la matière, et continuait à maintenir son influence à travers la formation des militaires ainsi que la transmission des traditions militaires françaises, qui perduraient donc au sein des officiers malgaches. Cette situation participait à la réduction de la souveraineté nationale représentée par l'armée supposée acquise à l'avènement de l'indépendance. La création en 1966 de l'Académie militaire (AcMil) d'Antsirabe n'avait pas radicalement changé la situation. On constate en effet que les cadres de l'institution formatrice de la majorité des futurs officiers de l'armée malgache sont encore majoritairement français. La principale mission que l'académie se donne est de dispenser une formation initiale aux officiers, destinés à servir dans les forces armées malgaches et africaines. La formation issue de la promotion directe est le plus ancien programme de l'AcMil, elle est destinée aux civils, aux anciens élèves issus de l'école des enfants de troupes et aux étudiants étrangers venant principalement des pays de l'Afrique de l'ouest. Entre 1968 et 1990, pas moins d'une centaine d'officiers africains fut formée à l'Académie militaire d'Antsirabe.

Pays étrangers africains	Effectifs entre 1968 et 1990
Niger	27
Bénin	20
Congo	15

¹³ SHD/8H215 Formation des cadres en France (en 1966) : service civique malgache : intendance, cession de matériels ; assistance technique : affectation d'officiers français (1963-1965).

Tchad	10
Burkina Faso	8

Tableau 2: Étrangers formés à l’AcMil entre 1968 et 1990¹⁴
Source: ACAD/ Livret de l’Académie militaire 2012

Malgré la création d’une formation locale qui pouvait être en passe de devenir un fleuron de la formation des élites militaires africaines, le modèle académique militaire malgache est resté largement dépendant du système français. D’une manière ou d’une autre, la mainmise française – notamment dans les méthodes et dans l’organisation de la formation militaire – était toujours d’actualité, notamment par la présence des cadres français. Cette académie a été créée avec le concours des Français sous l’influence de son chef d’état-major particulier, le colonel Jean Bocchino. Celui-ci était par ailleurs très présent à l’Académie militaire, par le biais de fréquentes visites¹⁵. Par ailleurs, on remarque une forte présence des cadres français parmi les instructeurs de l’Académie militaire : en 1969, parmi les dix-huit cadres, douze sont français et six sont malgaches¹⁶.

Face à un certain attachement à la formation militaire française, la création de la promotion directe de l’AcMil en 1966 a suscité une fronde parmi les officiers qui avaient été formés antérieurement dans les différentes écoles françaises et qui tenaient à ce que les envois des élèves officiers en France continuent. L’un des leurs s’exprima en ces termes à ce propos: « *C’était la guerre...entre ceux qui voulaient par facilité peut-être une formation plus accessible et ceux qui ne voulaient pas d’une formation au rabais* »¹⁷. Dévalorisée et qualifiée de formation médiocre par ce sortant de Saint-Cyr, la formation à l’AcMil était en effet loin d’atteindre le niveau des exigences pédagogiques et intellectuelles des cursus de grandes écoles françaises, qui requièrent un passage par des classes préparatoires réputées pour leur haut niveau d’exigence. Cependant, se faisant porte-parole de la première promotion de l’AcMil, un ancien chef-d’état-major avec qui nous sommes entretenus défend la qualité de la formation de l’Académie, dans la mesure où le nombre d’élèves était moins élevé. Il égratigne par ailleurs ceux qui ont été formés en France, en relevant « *leur manque de pratique et leur difficulté de s’adapter au terrain malgache lorsqu’ils étaient de retour de Saint-Cyr. En effet, la formation militaire à l’AcMil dans laquelle l’encadrement est mieux suivi*

¹⁴ Promotion directe de l’Académie entre la IIIe promotion (1968-1971) et la XVIIIe (1987-1990).

¹⁵ ACAD/ Journal des Marches et Opérations, 1967-69.

¹⁶ ACAD/ Encadrement de l’AcMil en 1969, Journal des Marches et Opérations, 1967-69.

¹⁷ Extrait d’entretien avec le Général Marcel Ranjeva, ancien Ministre de la Défense (1996-2002).

grâce à notre nombre limité. Nous étions quarante environ dans les premières promotions, comme les quarante immortels contre une centaine par promotion à Saint-Cyr. Nous sommes par ailleurs plus proches du terrain que les saint-cyriens et plus à même de comprendre les réalités des forces armées malgaches »¹⁸.

La création de l'Académie Militaire d'Antsirabe avait donc suscité une certaine réticence de la part des officiers issus de la formation saint-cyrienne. Or, Madagascar devait faire face, comme tous les pays africains décolonisés, à la problématique des formations de cadres. Il était évidemment donc plus facile d'un point de vue administratif, financier et logistique de créer une école régionale. Il faut par ailleurs comprendre que malgré la création de l'Académie militaire, les étudiants qui choisissaient de se former à l'étranger – notamment en France – étaient en nombre réduit mais constant. Comme le précise effectivement Fabienne Dumont, les Africains considéraient généralement que la situation de l'enseignement en Afrique était congénitalement marquée d'infériorité, et aller en France voulait dire s'inscrire dans les écoles des Blancs et y étudier sur les mêmes bancs qu'eux¹⁹. Pour le cas des Malgaches en particulier, partir "*an-dafy*" c'est-à-dire à l'étranger est d'abord un signe de promotion sociale²⁰.

Nous venons, dans cette première partie, de broser une histoire, sur la longue durée, de la formation militaire à Madagascar. Une influence étrangère persiste dans la formation des élèves officiers, depuis l'ère précoloniale, en passant par l'Académie militaire d'Antsirabe, jusqu'à la formation à l'Est. Il nous a semblé important de revenir sur cette influence étrangère à Madagascar pour comprendre la facilité avec laquelle les élèves officiers acceptent de partir étudier à l'étranger, mais aussi leur profond ancrage dans une tradition d'étude et de formation occidentale. Cette situation participe à rendre d'autant plus difficile le passage à l'Est, que nous allons maintenant étudier.

II. Le cap à l'Est de l'Amiral Didier Ratsiraka

Après la chute du Président Philibert Tsiranana en 1972, l'armée accéda au pouvoir pour une période transitoire dirigée par le général Gabriel Ramanantsoa (1906-1979). Dans son gouvernement civilo-militaire, le capitaine de corvette

¹⁸ Général Mounibou, ancien chef d'État-Major (1997-2002) de l'armée malgache. Entretien 2016. Comprendre ici la référence au quarante immortels de l'Académie française.

¹⁹ F. GUIMONT, *Les étudiants africains en France : 1950-1965*, Paris, L'Harmattan, collection « Études africaines », 1997, 334 pp.

²⁰ F. V. RAJAONAH, « La grande guerre du côté des malgaches, quelles perspectives pour des colonisés ? », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, vol. 255, no. 3, 2014, pp. 27-45.

Didier Ratsiraka²¹ et le colonel Richard Ratsimandrava, respectivement Ministre des Affaires étrangères et Ministre de l'Intérieur, allaient mettre en place des politiques de nationalisation pour s'émanciper davantage de l'ancienne métropole. Dans le mouvement plus large des deuxièmes indépendances, Madagascar s'inscrit parmi les anciennes colonies françaises qui, victimes de la limitation de leur souveraineté, déclenchèrent plusieurs crises et optèrent pour la voie socialiste²². Après un mouvement social qui fut à la fois scolaire, étudiant et travailleur, les questions de l'enseignement, de la scolarisation et de la formation des élites de l'Indépendance furent soulevées puis mises au cœur de la révolte de mai 1972²³. Le divorce de Madagascar d'avec la France semblait alors consommé, symbolisé par le départ des derniers militaires français de la base navale de Diégo-Suarez mais aussi par la sortie de la zone franc en 1973, orchestrés fut Didier Ratsiraka. Son arrivée au pouvoir en 1975, après avoir reçu le pouvoir du Directoire militaire²⁴, marquait donc un cap mis à l'Est, d'où une réforme de l'armée malgache désormais appelée « Forces Armées Populaires ». Les accords de coopération se multipliaient : un accord-cadre de coopération culturelle et scientifique avec l'URSS fut signé le 31 janvier 1977 ; une dizaine de traités et d'accords de coopération est signée avec la Corée du Nord entre 1975 et 1978²⁵. Le gouvernement de Didier Ratsiraka envoya plusieurs milliers de boursiers malgaches dans le bloc de l'Union soviétique : Constantin Katsakioris dénombre

²¹ Ce capitaine de corvette accédera plus tard au grade d'Amiral. Didier Ratsiraka est né le 4 novembre 1936 à Vatomaniry dans la province de Toamasina à l'est de Madagascar. Ce marin de formation a été par deux fois Président de la République (1975-1993 et 1997-2002), il fut donc à la tête de l'État malgache pendant vingt-huit années. Cet officier de marine de carrière est surnommé « l'Amiral rouge », sûrement en lien avec le fameux Livre Rouge qu'il a écrit en vue d'y recenser et de diffuser les fondements du régime socialiste qu'il appelle de ses vœux – voir note 24 à ce sujet.

²² P. BROCHEUX, *Les décolonisations au XXe siècle. La fin des empires européens et japonais*, Paris, Armand Colin, « collection U » 2012, 336 pp.

²³ F. BLUM, « Madagascar 1972 : l'autre indépendance. Une révolution contre les accords de coopération », *Le Mouvement Social*, 2011, vol. 236 (n° 3), pp. 61-87.

²⁴ Il transforma ce dernier en Conseil suprême de la Révolution et publia une Charte malgache de la Révolution socialiste, le Livre Rouge, dans laquelle il énonça les principes politiques qui ont inspiré la nouvelle Constitution soumise à un référendum. À l'issue de celui-ci, il est élu président de la République démocratique malgache et commence à instituer un régime se réclamant du socialisme, fondant le parti politique « Avant-garde pour la Révolution malgache » (AREMA). Contrairement à bien des pays africains de l'époque, Madagascar n'applique pas officiellement un système de parti unique, mais de coalition unique, seuls les partis politiques adhérant au Front de défense de la Révolution (organe gardien des valeurs constitutionnelles) étant autorisés. Dans les faits, l'AREMA a largement dominé la II^{ème} République.

²⁵ Note sur la République populaire démocratique de Corée du 01 septembre 1988, Document rédigé par la Direction des relations bilatérales du Ministère de Affaires Étrangères, Madagascar.

ainsi 2401 diplômés malgaches d'universités et instituts techniques soviétiques en 1991²⁶.

Élève brillant, Didier Ratsiraka est d'abord éduqué chez les Jésuites à Madagascar, avant d'être admis dans le prestigieux Lycée Henri IV puis d'intégrer l'École navale de Brest en 1960²⁷. Bénéficiaire de la « voie royale » des classes préparatoires et de la formation d'une grande école d'officier, comme se plaisent à dire les francophiles qui adulent ce type de formation élitiste, l'Amiral n'a pas pour autant été enclin à souhaiter que des parcours similaires au sien se développent afin de pallier le manque de cadres techniques dont souffrait l'armée. Son positionnement politique à gauche, acquis pendant ses années d'étude en France, serait-il à l'origine de ce paradoxe ? Lui-même fournit les éléments de réponse suivants : « *Avant l'École navale, bien sûr qu'on était à gauche ! On n'était pas communistes, mais on était à gauche. Au lycée Henri IV, on avait un professeur de philosophie vraiment communiste, des professeurs d'histoire socialistes. Les professeurs d'histoire d'Henri IV ont été importants dans ma construction idéologique* »²⁸.

En prenant le pouvoir, l'Amiral imprime en effet à Madagascar un virage vers l'Est, destination des éléments de l'armée envoyés se former à l'étranger : « [...] *Effectivement, j'ai envoyé aussi des gens se former en Ukraine ou en Union soviétique, pour ne pas faire de jaloux et par la force des choses, puisque l'on ne peut pas former en France ou aux États-Unis des gens sur MIG-17, sur MIG-21 ou 21 bis*^[29], *sur les radars tridimensionnels que l'on avait, sur les hélicoptères Mi-8 et les Antonov-26*^[30] »³¹.

Il envoya ainsi plusieurs étudiants en Chine et en URSS, il est cependant jusque-là difficile, par manque de données, de savoir combien d'élèves officiers ont été réellement formés dans les pays de l'Est. En effet, en plus de la dimension secrète qui s'attache à de nombreux accords militaires et à leur exécution, les sources relatives aux anciens étudiants à l'Est et à leurs devenir sont fragmentaires, dispersées et difficilement accessibles³². Pour la période comprise

²⁶ C. KATSAKIORIS, « Creating a Socialist Intelligentsia », *Cahiers d'études africaines*, 2017, n° 226 (2), Éditions de l'EHESS, pp. 259-288.

²⁷ C. LAVRARD-MEYER, *Didier Ratsiraka Transition démocratique et pauvreté à Madagascar*, Paris, Karthala, collection « Hommes et Sociétés », 2015, 634 pp.

²⁸ *Idem*, spéc. p. 30.

²⁹ Les MIG-17, sur MIG-21 ou 21 bis sont des avions de chasse soviétique.

³⁰ Les MI8 sont des hélicoptères polyvalents conçus en ex-URSS et les Antonov des avions moyens courriers bi-turbopropulseurs soviétiques.

³¹ C. LAVRARD-MEYER, *Didier Ratsiraka Transition démocratique et pauvreté à Madagascar*, *op. cit.*, spéc. p. 87.

³² P. YENGO – M. de SAINT-MARTIN, « Quelles contributions des élites 'rouges' au façonnement des États post-coloniaux ? », *Cahiers d'études africaines*, 2017, vol. 226 (2), pp. 231-258.

entre 1979 et 1989, il paraît probable que les élèves-officiers ayant bénéficié d'une formation en Union soviétique se sont répartis en environ six promotions comptant chacune une vingtaine d'hommes. D'après Dominique Bangoura, les Africains disposaient en Union Soviétique de 24 académies et écoles militaires prévues pour les militaires de carrière, et de six écoles civiles mises à la disposition des spécialistes en stratégie, gestion et administration des services militaires. Entre 1955 et 1979, 14420 personnels militaires africains ont été formés en URSS³³. La difficulté de connaître exactement les personnes ayant séjourné en ex-URSS vient du fait qu'il n'existe aucun registre indiquant ceux qui ont pu bénéficier d'une bourse ou d'un programme émanant des pays de l'ex-URSS. Nos demandes aux services des ressources humaines du ministère de la défense de Madagascar n'ont pas reçu de suite. Les livrets de sortie de promotion qui recensent tous les élèves-officiers passés par l'Académie militaire depuis sa création nous ont permis de contacter une partie de ceux qui ont été formés en ex-URSS à partir des promotions appelées Peloton Spécial (PS), la première et la seconde comportant des mécaniciens et des pilotes des avions MIG. La difficulté à ce stade est de savoir comment récolter des données sur le nombre exact de militaires formés en ex-URSS, compte tenu du manque d'archives et de données.

Répondant à un besoin urgent de cadres spécialistes tels que pilotes, mécaniciens mais aussi médecins, plusieurs groupes d'officiers et de sous-officiers de l'armée de l'air furent alors envoyés en ex-URSS entre 1978 et 1986. Un départ qui s'opérait beaucoup plus tard que la plupart des étudiants africains ayant mis leur cap à l'Est dès le début des années 1960³⁴. L'année 1982 fut marquée par la sortie de la première promotion Peloton Spécial³⁵, constituée des premiers cadres spécialistes ayant effectué la quasi-totalité de leur formation en URSS. La cohorte de 1979, représentant le Peloton Spécial n° 2, comporte dix chasseurs ou pilotes d'avions de chasse. Cinq parmi ces élèves-officiers eurent le diplôme requis pour devenir pilotes d'avions de chasse, tandis que trois sont devenus pilotes d'hélicoptère MI8 et que deux d'entre eux rentreront à

³³ D. BANGOURA, *Les armées africaines, 1960-1990*, Paris, CHEAM – La documentation française, 1992, 190 pp.

³⁴ M. de SAINT MARTIN – G. SCARFO GHELLAB – K. MELLAKH (dir.), *Étudier à l'Est. Expériences de diplômés africains*, op. cit.

³⁵ À l'Académie militaire d'Antsirabe, il existe trois types de promotions. La première est la promotion directe, recrutée par concours et qui passe ses trois années de scolarité sur le campus. Le second type de promotion est le PS ou peloton spécial, devenu PFMCS (peloton de formation militaire des cadres spécialisés). Ce second type a été créé pour différencier les élèves-officiers admis à l'Acmil mais qui partaient en Union Soviétique pour se spécialiser. Les contours de ce parcours ont évolué : il correspond à ce jour à des recrutements de cadres déjà spécialisés ou diplômés qui intègrent l'armée malgache, tels que les médecins, les dentistes, des pilotes ou des ingénieurs mais aussi des historiens et des communicants. Le troisième type de promotion concerne les promotions inter-armes ou PIA qui intègrent les sous-officiers qui réussissent un concours interne pour devenir officiers.

Madagascar sans diplôme après avoir échoué aux examens et raté leur qualification pour devenir pilote. Enfin, les promotions de 1982 et 1983 comptent environ dix pilotes de chasse chacune³⁶. Ils ont pour la plupart été formés à l'école militaire d'aviation de Krasnodar³⁷ mais certains avaient été formés à Kiev ou à Odessa (Ukraine) et Frounze (Kirghizistan)³⁸. Environ une centaine d'élèves officiers, officiers de l'armée de l'air malgache furent formés en URSS de 1978 à 1989. Tout cela sans compter les militaires qui, à titre individuel, ont eu accès à des formations ou répondu à des offres de bourses ponctuelles. Dans le cadre des travaux entrepris en vue de cet article, nous n'avons pu rencontrer que des officiers de l'armée de l'air qui ont été formés spécialement pour être opérationnel sur les équipements offerts par l'URSS et la Corée du nord tels que les Mig21 ou Mig17 mais il faut préciser que certains éléments formés en Union soviétique relèvent également de l'armée de développement, de l'armée de terre, de la marine ainsi que du service de santé militaire.

III. Du départ au retour des élèves officiers formés à l'Est : frustrations et difficultés d'intégration

Les élèves officiers qui partaient en Union soviétique à partir de 1978 furent un des maillons destinés à donner corps à l'idéologie du Président Didier Ratsiraka, notamment en vue d'étoffer la décision d'être pleinement souverain d'un point de vue politique et militaire. À cette époque, les élèves officiers de l'armée de l'air poursuivirent généralement des formations d'une durée de trois ans, dans le but de devenir des techniciens supérieurs ou des pilotes d'avions de chasse. Cependant, le départ à l'Est, pour les élèves officiers et notamment ceux de la première promotion PS de 1978 qui devait partir se former sur les nouveaux équipements nord-coréens et soviétiques, ne relève pas forcément de leur choix. Le Général Alpha, avec qui nous nous sommes entretenus, nous relate que son arrivée à l'académie militaire d'Antsirabe en 1978 coïncida avec l'envoi des premiers militaires en ex-URSS, et qu'il fut choisi parmi les vingt-cinq devant

³⁶ Ces chiffres sont les résultats que nous avons déduits des entretiens que nous avons pu faire, car nous n'avons accès à aucune base de données sur les caractéristiques des promotions formées en ex-URSS durant cette période.

³⁷ Les renseignements sur les écoles militaires des pays ayant appartenu à l'ex-URSS sont peu disponibles. Ceux qui ont été formés à Krasnodar l'ont été principalement à Krasnodar École Supérieure Aviation Militaire (Krasnodar VVAUL (VU)) - Flight School supérieur militaire, située dans la ville de Krasnodar et aux alentours. Cette école de l'armée de l'air a été créée le 19 août 1938. Information disponible en ligne: <http://avia-pro.fr/blog/voenno-vozdushnaya-akademiya-filial-v-gorode-krasnodar>.

³⁸ Bichkek (kirghize : Бишкек) est la capitale et la principale ville du Kirghizistan. Fondée en 1878 comme forteresse russe, la ville a porté entre 1926 et 1992 le nom de Frounzé, en l'honneur du dirigeant soviétique Mikhaïl Frounzé.

partir. Il expliquait ce départ comme une obligation : « *On n'avait pas vraiment le choix sinon c'était peut-être la fin de la carrière militaire, d'autant plus que je candidatais pour être pilote et qu'à la fin, on me désigne pour être juste un technicien radio* »³⁹. Une désillusion pour celui qui rêvait de partir en Occident et de devenir pilote. Les conditions de départ furent difficiles d'après lui : « *Nous partîmes en catastrophe, moins d'une semaine pour préparer le départ, j'avais l'impression de partir fâché, ma mère apprit mon départ trois mois après en raison de la lenteur des courriers* »⁴⁰.

La période de formation comprend généralement une année d'apprentissage de la langue russe, puis une année d'enseignement militaire avant une autre de spécialisation. En plus d'une formation en tant que spécialistes ou techniciens, les élèves officiers auraient reçu une formation militaire classique. Après avoir passé trois ans à l'École Militaire de Krasnodar, Alpha affirme toutefois avoir reçu une vraie formation militaire et reste fasciné par la rigueur de la formation russe. Il raconte ainsi : « *Si tu tombais malade, tu recevais une punition parce que cela veut dire que tu n'as pas assez de rigueur pour prendre soin de ton corps et faire en sorte que tu ne tombes pas malade* ». Bravo, parti à l'École militaire d'aviation de Kiev en 1982 et revenu au pays en 1987 pour devenir ingénieur-mécanicien spécialiste des MIG-21, a pour sa part vécu une expérience différente à ce propos. Dans le cadre de sa formation, qui a duré cinq ans et comprenait une année de formation en langue russe aboutissant à un diplôme d'interprétariat, la formation militaire était réduite par rapport à celle prévue dans le cursus des officiers soviétiques, et la formation idéologique socialiste revêtait une grande importance : « *Nous avons juste eu une petite initiation à la formation militaire russe. C'était à l'époque socialiste donc on apprenait beaucoup aussi l'histoire de l'URSS et surtout celle de Lénine* »⁴¹. Cette formation idéologique n'avait cependant que peu d'impact car, non seulement Bravo avec qui nous nous sommes longuement entretenu en 2017 avait l'air d'avoir oublié – le temps aidant – le contenu de cette formation, mais encore les classes idéologiques des étudiants africains sont facultatives et peu populaires à cause du poids de l'apprentissage de la langue ainsi que le souligne Constantin Katsakioris⁴². Il est cependant légitime de se demander si à l'époque le but était de former des cadres militaires « pro-soviétiques ». En effet, à l'Académie militaire, la diffusion des idéologies prônées par le Livre Rouge battait alors son plein, notamment à travers les changements survenus dans les programmes d'enseignement de l'Acmil.

³⁹ Entretien Alpha, 2016.

⁴⁰ *Idem.*

⁴¹ Entretien Bravo, 2017.

⁴² C. KATSAKIORIS, « Creating a Socialist Intelligentsia », *ibid.*

Les formations dans une école militaire contiennent indéniablement une importante partie idéologique. Il semble normal que l'État veuille transmettre des éléments d'idéologie à ses élèves officiers pour qu'ils puissent être pleinement conscients de la tâche qui leur incombe. Dans la mesure où les militaires doivent une allégeance sans faille à l'État afin de pouvoir le servir, celui-ci se doit de prodiguer les enseignements adéquats en fonction de ses besoins ou de ses moyens. Par exemple, pour les promotions de 1983 à 1985, la matière « Politique de développement » a été supprimée et remplacée par « Idéologie »⁴³. On peut ainsi voir une immixtion de l'État socialiste dans la formation militaire pour la mettre en adéquation avec les objectifs mentionnés par la Charte de la Révolution socialiste malgache : « *Les acquis de la Révolution ne peuvent être défendus que si l'on dispose d'une force capable de les défendre. Les soldats seront des militants en uniforme et les Forces Armées Populaires seront un instrument au service du peuple, aux ordres du Gouvernement mais aussi une école du citoyen et du militant* »⁴⁴.

La question qui se pose alors est de savoir si les militaires sont destinés à servir un État ou bien un régime. En effet, nous voyons comment l'État socialiste malgache, en tirant les conséquences du Livre rouge sur les programmes d'enseignement de l'AcMil, entreprend d'inculquer les valeurs et l'idéologie de la révolution socialiste aux futurs officiers. Le régime de Didier Ratsiraka, qui va encore plus loin en envoyant les cadres militaires faire toute leur formation militaire dans un pays de l'ex-URSS, éprouve cependant des difficultés dans la voie d'une soviétisation de l'armée, et ce pour deux raisons. La première tient à ce que, contrairement aux pays socialistes comme le Congo où en plus des mécanismes internes les militaires disposent avec leur formation à l'Est d'une échelle promotionnelle parallèle basée sur le militantisme du parti⁴⁵, à Madagascar le retour et l'intégration des élèves officiers formés à l'Est sont plus difficiles. La difficulté à s'intégrer de ces officiers à leur retour au pays est réelle, de même que la méfiance du Commandement qui les accueille. La seconde raison est la difficulté de ces militaires à s'insérer dans les milieux politique et économique, ainsi qu'un manque de considération flagrant pour une élite militaire que beaucoup considèrent comme étant inférieure à celle issue de Saint-Cyr de l'Académie Militaire malgache. Une autre source de frustration était palpable en ce qui concerne le respect des traditions militaires propres à l'AcMil : les officiers formés ailleurs avaient le désavantage de ne pas avoir suivi les étapes de formation qui constituent les éléments forgeant les âmes des promotions et contribuant à

⁴³ ACAD/ Livret de l'étudiant, sortie de promotion 2012.

⁴⁴ D. RATSIRAKA, *Charte de la révolution socialiste Malagasy*, Tous azimuts. Antananarivo, 1975, 117 pp.

⁴⁵ P. YENGO, « Former des cadres 'rouges et experts'. Mouvement étudiant congolais en URSS et parti unique », *ibid.*

développer leur esprit de corps⁴⁶. Le fait de partir et d'y revenir pose la problématique de l'intégration, qui normalement se réalise au cours de la formation à l'AcMil. Alpha, qui rentre avec ses camarades en 1982, souligne les premières difficultés rencontrées à leur retour, vis-à-vis tant du commandement que des autres élèves-officiers. En effet, sur plus d'une centaine à intégrer la onzième promotion de l'AcMil en 1978, vingt-cinq ont été choisis pour partir suivre la formation de pilotes et mécaniciens MIG à Krasnodar. À leur retour trois ans après, leurs compagnons restés sur place étaient déjà sortis de l'AcMil avec le grade de sous-lieutenant, contrairement à eux : « *Nous n'avions plus notre place à l'ACMIL, nous étions en marge des traditions, les zandry (cadets) ne nous considéraient pas comme leur Zanahary* ^[47] *alors que nous étions là avant eux. Il n'y avait pas non plus de système d'équivalence ni de passerelle pour la reconnaissance de nos diplômes* »⁴⁸. Un débat avait alors surgi du fait d'un décret signé par le ministre des forces armées, en vertu duquel leur rattachement à la onzième promotion leur donnait accès au grade de sous-lieutenant. Or, cette promotion constituant le premier cas de ce genre à faire une formation entière à l'étranger, les cadres de l'académie considéraient tout simplement qu'ils n'avaient pas fini leur formation militaire : « *Au retour, nous étions du coup un peu frustrés, tu sais la grande gueule des militaires. Ils nous disaient, les soviétiques, ils ne savent rien, ils ne valent rien... C'est vrai que l'armée malgache a envoyé des militaires là-bas mais l'ossature de l'armée malgache est restée occidentale, française* »⁴⁹.

La question de la reconversion des officiers se pose lorsque les armes sur lesquelles ils servent deviennent obsolètes. En effet, la fin de la période socialiste (avec la chute de l'ex-URSS), mais aussi l'avènement des plans d'ajustement structurel, ont entraîné le chômage technique de la plupart des techniciens dans les années 90, lorsque les avions n'ont plus été en état de marche. La plupart ont dû se reconvertir et ceux qui étaient dans l'incapacité de le faire se sont retrouvés dans des situations précaires, et l'impression de n'avoir plus aucune utilité professionnelle représente une source de grande frustration chez un officier militaire. Le Général Charlie, pilote de ligne, raconte qu'il a dû trouver une voie de reconversion. La promotion du général Charlie a quitté Madagascar en novembre 1983 pour aller à Krasnodar se former pendant trois ans, pour être pilote de chasse. Il fut le seul, parmi les quatre prétendants pilotes envoyés, à pouvoir décrocher le diplôme de commandement tactique de l'avion de chasse en octobre

⁴⁶ J. DOMINIQUE, *Machines de guerre et appareils d'État: sociologie historique des forces armées à Madagascar, op. cit.*

⁴⁷ Littéralement traduit par « Dieu », ce mot est l'appellation des aînés ou des promotions supérieures de l'Académie militaire correspondant aux troisièmes années ou ceux qui vont sortir prochainement sous le grade de Lieutenant.

⁴⁸ Entretien Alpha, 2016.

⁴⁹ *Idem.*

1985. Il revint à Madagascar et exerça comme pilote et chef de bureau de vol, s'occupant ainsi de toutes les organisations et préparations de vols, des briefings et débriefings d'après vol, en contact avec les agents de contrôle, en charge de la préparation du ravitaillement en carburant, du suivi des visites médicales des pilotes, et de l'enregistrement de leurs heures de vol. Il affirme avoir volé pour la dernière fois avec les MIG 21 en juillet 1992, après la chute du pouvoir révolutionnaire, le Président Zafy Albert qui succède à Didier Ratsiraka ayant donné l'ordre de ne plus faire voler les avions. Pour lui, l'arrêt des vols des MIG 21 était lié à leur consommation de carburant, qui s'avérait budgétivore pour l'État au point qu'il ne parvenait plus à subvenir à l'ensemble des dépenses afférentes aux avions. Cette situation a fait que chaque pilote, de sa propre initiative, devait s'occuper de sa réorientation professionnelle et se tourner par conséquent vers des entreprises privées et civiles. Bravo avait pris la décision d'étudier au sein d'une école d'aviation privée, et a fait partie de la deuxième cohorte formée dans cette école. Il reçut alors en 1995 son diplôme de pilote professionnel, et a pu obtenir deux contrats au sein d'une compagnie aérienne affiliée à la compagnie nationale malgache. Il pilotait alors des vols privés, parmi lesquels des évacuations sanitaires. Il a pu exercer cette fonction avec l'autorisation émanant du ministre de la défense de l'époque. Une fois ses contrats arrivés à terme, il a pu réintégrer, continuer et finir sa carrière dans l'armée. Charlie justifiait son travail en dehors de l'armée par la suspension de vol des MIG 21, comme plusieurs autres pilotes d'ailleurs, afin de maintenir sa propre performance de pilote: il lui fallait s'efforcer de chercher du travail ailleurs sans toutefois quitter l'armée. Il disait aussi qu'il a étudié au sein d'une école en gestion et finance très cotée de la capitale, comme beaucoup d'autres officiers en quête de formation et de reconversion. Beaucoup ont en effet fait d'autres études et repris des études universitaires. Bref, l'armée de l'air malgache battait des ailes.

Cependant, il faut relever que, parmi leurs co-promotionnaires ou leurs pairs formés au pilotage des appareils russes et nord-coréens, nombre d'entre eux ont dû démissionner, certains sombrant alors dans l'alcoolisme par désœuvrement. Ce sont des problèmes qui gangrènent l'armée actuelle, dans la mesure où aucune prise en charge n'est prévue pour ces officiers, et ce d'autant plus qu'aucune donnée n'est disponible pour rendre compte de l'ampleur de la situation. Les élèves-officiers qui sont partis étudiés en Union Soviétique furent plutôt des victimes collatérales de la politique du Président Didier Ratsiraka. En effet, la réforme militaire mettant en place les Forces Armées Populaires, engagée par Ratsiraka, ne reçut pas une adhésion totale chez les officiers militaires. La formation des officiers de l'armée de l'air partis en ex-URSS peut être finalement caractérisée comme étant, dès sa création, marginalisée et marginalisante. L'AcMil reste une référence pour les officiers malgaches, mais il se trouve que la réintégration est difficile pour les élèves officiers qui ont effectué leurs études à l'étranger. En effet, les jeunes militaires formés en ex-URSS étaient dès leur

retour confrontés à un problème relationnel avec le commandement. Les éléments du commandement de l'époque méconnaissaient le contenu de la formation de ces nouveaux arrivants et pensaient qu'ils constituaient de réels dangers de rébellion et d'espionnage en raison du fait qu'ils étaient peut-être plus doués, mieux formés, plus « communistes » ou « socialistes ». Le fait de suivre une année de formation supplémentaire à l'Académie pour les incorporer dans le commandement malgache représentait, pour ces élèves-officiers formés en Union soviétique, une frustration, que ce soit par rapport à la non-reconnaissance de leurs diplômes ou en termes d'avancement de grade. En effet, la plupart de leurs promotionnaires ayant effectués toute leur scolarité à l'Acmil était alors déjà sous-lieutenant, ils avaient le sentiment que la formation militaire en ex-URSS était complètement dévalorisée ou du moins n'était pas prise en compte à sa juste valeur lors du retour au pays. L'on retrouve ainsi des problématiques similaires à celles issues de la création de l'Académie militaire d'Antsirabe, concernant les rapports entre les personnels exclusivement formés au sein de cette académie et les anciens Saint-Cyriens.

Conclusion

Les parcours souvent méconnus de ceux qui ont été formés en ex-URSS sont souvent sources de mythe ou de crainte de la part de leurs pairs et des générations précédentes issues d'une formation occidentale. Une appréhension soutenue, par ailleurs, par le manque de transparence dont font preuve les gouvernements des (ex-) régimes soviétiques. Cela implique que le retour et l'intégration sont souvent devenus problématiques, et le malaise s'est accentué après l'effondrement du bloc socialiste. Il existait en effet une méfiance à l'égard des militaires formés en ex-URSS. Une méfiance qui avait permis une légitimation de la mise à l'écart de cette partie de l'élite militaire malgache. Il faut souligner par ailleurs que l'Académie militaire ne constitue cependant pas le seul vivier de la formation des officiers militaires à Madagascar. Il faut non seulement rajouter aux promotions qui ont étudié en ex-URSS, la totalité des officiers de la Marine, qui sont issus d'écoles navales extérieures (France, États-Unis, Maroc, Guinée...). Madagascar ne possédant pas d'école navale pour la spécialisation des officiers de la marine, la totalité des élèves officiers de la marine malgache est formée à l'extérieur. Ceux-ci, au même titre que les officiers formés en Union soviétique, rencontrent également des difficultés de réinsertion dans la mesure où ils ne se retrouvent ni dans les promotions, ni dans les traditions au sein de l'armée malgache actuelle.

À Madagascar, la formation des élèves officiers relève d'une tradition occidentale depuis le XIX^{ème} siècle. La mise en place d'une formation locale et le

cap à l'Est n'ont pu changer des ancrages multiséculaires. En effet, dans un pays marqué par le choix socialiste effectué d'en haut à partir de 1975, l'Académie Militaire est restée un vivier de production d'élites imprégnées de la tradition française depuis sa création, et a donc littéralement subi le tournant vers l'Est. Ces élèves officiers ayant effectué leurs études dans des pays étrangers constituent plusieurs groupes qui cohabitent avec ceux sortis de la seule Académie militaire. Certains d'entre eux sont considérés souvent comme étant une « promotion oubliée », dans la mesure où ils évoluent seuls sans l'effet promotionnaire et l'esprit de corps qui forgent les solidarités entre militaires. Ces élèves officiers formés ailleurs deviennent par conséquent majoritairement des officiers qui finissent par être bloqués dans leurs avancements et leurs carrières professionnelles. En effet, non associés aux décisions professionnelles mais aussi politiques véhiculées par l'esprit de corps des officiers académiciens, force est de reconnaître qu'ils deviennent en grande partie marginalisés.

